

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU
du

JOURNAL,
Rue Saint Jean n. 39.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX
de

L'ABONNEMENT
3 piastres par mois.

LE PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi et lendemain de fêtes exceptés. On souscrit au bureau du PATRIOTE, où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 h. du matin jusqu'à 4 h. du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS.

Mercredi 22. Combat de Beckem (Belgique), par le général Dexaix (1794).

FAITS DIVERS.

— S'il faut en croire un bruit généralement répandu, le ministère n'aurait accompli que la moitié de la tâche qu'il se propose, quand il a donné un successeur au général Pajol; on assure qu'il est fortement question d'enlever à M. de Rambuteau la préfecture de la Seine; on ne dit pas encore à qui ces hautes fonctions seraient confiées, mais on se rappelle que déjà, il y a un an, la succession ayant paru ouverte, les candidats à ce poste si envié ne manquèrent pas, et que c'est peut-être pour n'avoir pas à se prononcer entre des prétentions contraires, également, que M. Duchâtel a maintenu alors le *statu quo*.

(Constitutionnel.)

— Le ministère s'est occupé deux fois de la question de savoir s'il y aurait une séance de réouverture de la session et un discours. Une première fois, le conseil s'est décidé à l'unanimité pour l'affirmative; mais, depuis l'affaire du traité belge, on est revenu sur ce premier avis. Le conseil s'est divisé, et on attend M. Teste pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

(La France)

Insurrection en Syrie.

D'après la *Presse*, le paquebot anglais arrivé à Marseille, aurait apporté les nouvelles suivantes d'Alexandrie, à la date du 25 octobre:

« Il est arrivé ce matin un brick de guerre français de Beyrouth, annonçant que les Druses et les Maronites se sont soulevés en masse, que l'accord le plus parfait régna entre eux, et que les Turcs se retiraient de toutes leurs positions dans les montagnes, ne pouvant résister contre les populations. On avait expédié de Beyrouth de l'artillerie, mais elle n'avait pas pu pénétrer dans les montagnes. Une cavalerie, sortie de Bayrouth, avait été pillée par les insurgés; mais tous les groupes et marchandises appartenant aux Européens, Syriens et chrétiens ont été respectés. »

Cette nouvelle est aussi rapportée par le *Sud* de Marseille du 5, que nous venons de recevoir. On lit dans ce journal:

« Il paraît que des nouvelles importantes de la Syrie ont été apportées par le paquebot anglais arrivé hier dans notre ville. Peu d'heures avant le départ du *Great-Liverpool* d'Alexandrie, le brick de guerre français la *Surprise* est arrivé de Beyrouth, annonçant que les Druses s'étaient réunis aux Maronites et que tous ensemble avaient attaqué et battu les troupes turques. »

« On assure que la nouvelle ambassade de Sami pacha à Constantinople a pour objet de négocier le mariage d'un des petits-fils de Mehemet-Ali avec une sœur du sultan; à cette occasion le jeune prince égyptien serait nommé pacha de Syrie »

— Le journaux de Madrid et de Barcelonne, sont du 1er.

Le régent a voulu réunir à un banquet donné dans le palais de Buena-Vista tous les membres du cabinet, afin de démentir ainsi les bruit acrédités sur sa prétendue mésintelligence avec les ministres.

Par un décret, du 28, les deux Caisse de *valores* et de distribution sont fondues en une seule qui portera de nom de Caisse générale. C'est à la fois une économie et une occasion de destituer M. Gonzalez Bravo, député de l'opposition, qui était directeur de la première.

La gendarmerie française de la Manera a capturé, le 22 octobre, sept factieux qui tentaient d'entrer en Espagne.

— On lit dans le *Phare des Pyrénées* du 4:

« Un assez grand nombre de réfugiés espagnols, appartenant plus particulièrement à la catégorie carliste, ont traversé Bayonne. Ces étrangers rentrent en Espagne, et sont porteurs de passeports en règle, délivrés par les consuls d'Espagne en vertu des dispositions du décret d'amnistie. »

— Des lettres d'Athènes, en date du 19 octobre, annoncent que pendant le séjour du roi Othon à Syra, une députation du commerce de cette île a présenté à S. M. une pétition signée par un grand nombre de négociants, et ayant pour objet d'obtenir une réforme complète de la nouvelle loi des douanes. Le roi, dans cette circonstance, a pu se convaincre d'une chose, c'est que la chambre de commerce de Syra lui avait expédié, au sujet de la loi de douanes, un rapport très détaillé dont on ne lui a pas donné connaissance. Il a promis de se le faire présenter à son retour dans la capitale.

Le roi et la reine sont arrivés à Athènes le 12.

(Portafoglio Maltese, du 21)

— Les nouvelles de mer qui nous parviennent aujourd'hui sont bien tristes. Indépendamment de deux naufrages dans les parages du cap de Bonne-Espérance, au mois d'août dernier, naufrages dans lesquels 187 personnes ont péri, nous recevons de Boulogne-sur-Mer la nouvelle d'un sinistre presque aussi affligeant.

On nous écrit en effet, de Boulogne, à la date du 12 novembre:

« Ce matin, vers onze heures, le trois-mâts anglais *Reliance* (1,515 tonneaux), de Londres, parti de Canton le 15 mai dernier, avec un chargement complet de thé, a fait naufrage à 8 lieues ouest de notre port. La cargaison et le navire sont entièrement perdus. Sur 116 hommes d'équipage 4 seulement se sont sauvés; 20 à 25 sont encore sur les débris et ne seront pas sauvés si la violence du vent continue. »

« La côte est jonchée de caisses, de débris et de cadavres. Le navire, âgé de 15 ans, appartient à la compagnie des Indes. Des troupes et des passagers se trouvaient à bord. »

Le *Standard* donne sur les naufrages du cap de Bonne-Espérance les détails suivants:

« Le vaisseau de S. M. *Hyacinthe*, a apporté des nouvelles du cap de Bonne-Espérance du 19 septembre. La nouvelle la plus importante est celle du sinistre de l'*Abercromby-Robinson* et du vaisseau le *Waterloo* dans la baie de la Table, le 18 août. Le premier seulement portait pour la baie d'Alger 500 hommes de troupes, et le dernier avait à son bord plus de 300 condamnés, destinés pour la terre de Van-Diemen. L'*Abercromby Robinson* a heureusement échoué sur une partie de la côte, où il a été possible de sauver l'équipage. Le *Waterloo* s'est brisé sur les rochers, il a été mis en mille pièces. Malgré les efforts fait pour sauver les naufragés, on a eu la douleur de voir périr 15 soldats du 90^e régiment, 4 femme, 13 enfants, 41 condamnés; en tout 159 personnes. »

— On écrit de Florence:

« S. A. I. et R. le grand-duc de Toscane, informé par les autorités supérieures de la ville, qu'un cartel avait eu lieu entre le prince N. de Montfort et M. de Laroche-Ponchin, ordonna à S. E. le conseiller d'état marquis Ginori, son grand chambellan, de leur demander leur parole d'honneur de respecter non seulement les lois de la Toscane sur le duel, mais aussi de ne donner aucune suite à cette affaire, même à l'étranger et de regarder le cartel comme non avenue. »

« Ces messieurs firent les promesses qui leur étaient demandées au marquis Ginori, qui les rapporta à S.

A. I. et R. Le grand-duc, tout en ne doutant pas de la sincérité de l'engagement d'honneur que l'on avait pris envers lui, n'a pas voulu s'écarter des lois du pays en laissant aller en même temps ces deux messieurs à l'étranger; et, pendant qu'il consentait à ce qu'on délivrât un passeport pour Stuttgart au prince de Montfort, il défendait au ministère des affaires étrangères de viser celui de M. de Laroche-Ponchin, qui, en sa qualité de propriétaire toscan, se trouve obligé de se conformer aux lois du grand-duché.

« On annonce que la cour partira incessamment pour Naples pour assister au mariage, par procuration, de la princesse des Deux-Siciles avec l'empereur du Brésil. »

On écrit de Toulon, le 3:

« Les vaisseaux de l'escadre qui doivent être mis en commission de rade occupent déjà en petite rade la position qu'ils doivent y garder. »

« On assure aujourd'hui que M. le vice-amiral Hugon va être remplacé au commandement de la division par un contre-amiral. »

« Les grandes réparations du vaisseau le *Trident* sont presque entièrement terminées; ce bâtiment sortira bientôt du bassin. »

Par ordonnance royale du 30 octobre, M. Thomas, sous-commissaire de la marine de première classe, inspecteur colonial au Sénégal, a été nommé provisoirement chef du service administratif de la même colonie, en remplacement de M. Pageot Desnottières, appelé à d'autres fonctions. M. Guibert, sous-commissaire de la marine de 2^e classe, a été nommé provisoirement inspecteur colonial au Sénégal, en remplacement de M. Thomas. (Moniteur.)

— Pendant le cours de l'année judiciaire 1841-1842, il y a eu 649 faillites, parmi lesquelles il faut en comprendre 66 qui concernent des sociétés de commerce. Parmi ces faillites la justice en a frappé 104, soit comme banqueroutes simples, soit comme banqueroutes frauduleuses. Enfin, il y a eu 8 réhabilitations d'anciens faillis pendant ce même laps de temps.

— On lit dans la *Gazette du Midi*, du 3:

« M. le duc de Montebello, ambassadeur près la cour des Deux-Siciles, vient d'arriver de Paris. Le bateau à vapeur le *Lavoisier*, attendu aujourd'hui, a été mis à sa disposition pour le ramener à Naples. »

« Les négociations commerciales que l'Angleterre poursuit à Naples vont appeler maintenant toute son attention. Espérons que les exigences de la politique parisienne ne l'emporteront pas sur les intérêts de notre commerce et de notre navigation. »

Les feuilles portugaises reçues par la voie de Madrid disent que les exigences de M. Capacini, légat du pape, sont devenues tellement impérieuses, que le parti dominant en est lui-même fatigué. Elles ajoutent que si cet état de choses continue, il est à craindre que les relations entre les cours de Rome et de Lisbonne ne soient de nouveau interrompues.

ALGERIE.

— Une correspondance d'Oran, insérée dans le *Constitutionnel*, annonce que le général Lamoricère, informé d'un voyage que l'Emir faisait faire à sa famille, a fait avec sa cavalerie une marche forcée de deux jours et deux nuits, à la suite de laquelle la mère et les sœurs de l'Emir seraient tombées entre nos mains. L'escorte aurait lâché pied devant nos troupes, abandonnant avec les femmes un marabout influent dont on ignore encore le nom.

Abd-el-Kader est toujours campé dans les montagnes des Medjeers.

— Les dépêches reçues au ministère, sous la date d'Alger, des 5 et 9 novembre, parlent des opérations accomplies par la garnison de Miliana, qui a toujours

été en mouvement cette année. La partie ouest de l'Algérie des Beni-Menacer s'est entièrement soumise.

Le colonel de St-Amand a fait sur Ben-Allal, qui avait attaqué nos alliés, une razzia de 4 ou 500 moutons, 500 boeufs, des chevaux, des mulets, beaucoup de butin et 100 prisonniers. La cavalerie auxiliaire, qui comptait 800 chevaux, a fait disparaître une grande partie de cette prise en disparaissant elle-même, laissant à nos soldats le soin de poursuivre l'ennemi et d'accomplir la retraite.

Les ponts du Rio-Salado et de l'Isser sont achevés. Celui de la Basse-Mina sera probablement fini à la fin du mois.

La sécurité est toujours complète dans un rayon de trente cinq lieues d'Alger, et les habitudes de la circulation sont les mêmes qu'en France.

Le général Bugeaud exprime sa satisfaction du zèle que déploie M. le directeur de l'intérieur pour l'œuvre de la colonisation, sur laquelle il semble vouloir fonder sa réputation.

Une lettre de Mahhi-El-Din, notre califat dans l'est annonce que Ben-Salem, réduit à une troupe de soixante-dix hommes, est caché dans les montagnes de Flessa, et que Ferrath, un de ses principaux partisans, a fait sa soumission.

Le général Bedeau a fait, à la fin d'octobre, une expédition heureuse chez les Ouled-Hassas, dans un pays que les Turcs n'avaient pas osé visiter.

MONTEVIDEO.

(Suite de notre article d'hier.)

... Ces résultats, les voici : La première réunion devait avoir lieu le 9 février à la nuit. La population française confiante encore en la loyauté fixité de son représentant, allait se rendre en masse à un appel qui la rassurait à l'avance, lorsque dans la journée parut à l'établissement de lithographie de M. Géris un employé du consulat de France qui enjoignait, pour ainsi dire, à notre confrère d'imprimer, tout autre travail cessant, la circulaire dont la teneur suit :

Le consul de France ayant appris que certaines tentatives ont été faites auprès des Français résidents sur le territoire de la république pour les exciter à prendre les armes dans la lutte où le pays se trouve engagé, à l'honneur de rappeler à ses compatriotes l'article 21 du code civil des français dont la teneur suit :

« Le Français qui, sans autorisation du roi, prendrait du service militaire chez l'étranger, ou s'affilierait à une corporation militaire étrangère, perdra la qualité de français. »

Le consul se trouverait donc dans l'impuissance d'assurer la protection du pavillon français à ceux de ses compatriotes qui contreviendraient aux dispositions de la loi.

Le consul saisit cette occasion pour assurer aux Français qu'il ne négligera rien pour leur procurer une protection efficace, et que le commandant de la station française et les officiers sous ses ordres sont dans la même résolution.

Montevideo, le 9 février 1843.

THEODORE PICHON.

Cette circulaire, donnée *secrètement* à la publicité, puis reculant déjà devant ses actes on la faisait lire sans la livrer à personne, rappelant, on le sait à quelle intention, que l'article 21 de notre code prive de sa nationalité tous Français qui prend les armes à l'étranger : les forces de Rosas étaient sous les murs....! Nous conservons comme document précieux un exemplaire de cette pièce qui pour notre gouvernement sera un renseignement utile et pour les résidents français à l'étranger un enseignement qu'ils ne doivent point oublier désormais.

La population française flotta dès lors dans le vague inquiétant des convocations et des circulaires, et la masse de nos nationaux resta étrangère au dénouement d'une conduite que nous n'avons pu déchiffrer encore.... Cependant M. le consul parut accepter avec plaisir la présidence des comités qui lui fut décernée par 250 personnes, présidence qu'il a répudiée,

quelques jours, mais non, nous nous trompons quelques heures après, en se lavant de toute direction, de toute indication.....

Et cependant, jamais peut-être occasion plus belle n'avait été offerte à un agent français pour contrebalancer une influence rivale, pour rétablir, affermir notre crédit national et laver notre drapeau de la tache que lui ont imprimée dans ces contrées deux hommes trop connus et auxquels un troisième paraît ne point rougir de s'associer aujourd'hui....

Pourqu'en....

Nous extrayons ici du *Britannica* quelques passages d'un des articles les plus remarquables qu'ait publiés cette feuille qui depuis son apparition a si consciencieusement et si lucidement éclairé des questions d'intérêt vital pour ce pays hospitalier. Nous nous réjouissons de nous trouver dans la même voie que notre confrère anglais qui laissant ainsi que nous, de côté de vieux et sots préjugés, sourient dignement ici la cause de la liberté et de la civilisation et les actes, prononcés aujourd'hui, de la marine qui va représenter avec plus d'énergie que jamais les nations auxquelles nous appartenons.

« Il n'est pas peu surprenant d'observer l'apathie qui existe en apparence parmi les négociants anglais et autres résidents étrangers de Buenos-Ayres, et, de les voir continuer, dans les circonstances actuelles à vaquer à leurs affaires ordinaires, sans daigner faire les moindres préparatifs pour se garantir des événements que leur connaissance de l'administration de cette capitale devrait leur faire prévenir; car s'ils portaient la moindre attention à ce qui se passe autour d'eux, ils y découvriraient les indices d'une crise qui exigera des mesures extraordinaires pour les garantir d'outrages personnels et de la perte de leurs biens. »

« Il semblerait que cet esprit de crédulité est poussé au point de considérer la note du 16 décembre comme une simple bravade. »

« Nous savons tous que les ordres n'en ont pas été exécutés par Rosas; nous en avons la preuve dans sa conduite antérieure, dans son rejet de la médiation, dans les discours de ses députés à la chambre des représentants, et plus que tout dans l'impossibilité absolue où il se trouve de conserver sa position s'il venait à accéder aux demandes des puissances Européennes: car la force brutale et despotique dont il dispose ne le soutiendra qu'autant qu'il pourra le diriger vers ses desseins sataniques. Cette considération est sans nul doute le seul motif de sa résistance ainsi que la cause qui le poussera à y résister, jusqu'à la dernière extrémité. Quelque téméraire, quelque ridicule qu'apparaisse cette résistance aux forces combinées de l'Angleterre et de la France, ce n'est pas là cependant ce que nous devons nous attendre à voir. On ne doit pas croire Rosas aussi sourd à la voix de la véritable signification de la note des deux ministres, ou aussi ignorant à l'égard de l'énergie que déploie le gouvernement britannique dans des cas semblables, que le sont ces idiots qui considèrent que l'intervention a atteint son terme: et qu'il pu par conséquent acquiescer de fausses notions sur son importance personnelle d'après le résultat de son différend avec les Français en 1840, il est à peu près pénétré de la résistance qui s'opposera à l'accomplissement de ses projets. La grande théorie de Rosas, la base avouée de toute sa politique pour arriver à une domination absolue, est l'établissement de ce qu'il appelle « le grand système américain » chose qu'il explique comme un état d'indépendance et d'isolement des coutumes et des influences du vieux monde. Sa persécution à l'égard des clas-

ses éclairées de ses propres compatriotes, sa haine au général Rivera et sa guerre contre ce pays ne sont que dans le but d'éloigner les obstacles qui s'opposent à son plan, et aujourd'hui qu'il a à se préparer pour s'opposer aux hostilités des deux plus puissantes nations européennes, son *système américain* est l'élément sur lequel il compte pour son succès.

« On n'a qu'à observer les épithètes injurieuses dont il fait accompagner le nom d'*étrangers* dans toutes les occasions où il fait un appel à la nationalité de sa populace; on sait que ses serviles députés se sont évertués dans leurs invectives et dans la haine qu'ils ont suscitées contre les étrangers lors des discussions publiques sur la médiation Anglo Française. On sait aussi que la *mashorke* a parcouru les rues de Buenos-Ayres en proférant des cris de mort aux étrangers, etc. »

Comme nous l'avons annoncé hier, les forces résistées aux ordres de Brown ont disparu sur intimation du chef de la station anglaise. Voici cet ordre donné par le *Constitucional* de ce soir :

Copie.

COMMODORE,

A M. Brown, sujet anglais, om menant les forces navales de la République Argentine dans les eaux de Montevideo.

Flégate de S. M. B. en rade de Montevideo, le 7 février 1843.

Monsieur,

S. M. B. ayant fait connaître par la voie de son ministre à Buenos-Ayres, son désir de voir rétablies entre la République Argentine et la Bande Orientale, des relations de paix et d'amitié; je viens comme officier chargé du commandement des forces de S. M. dans le Rio-de-la-Plata vous notifier cette intention et j'exige de vous, ainsi que de tous les sujets de S. M. que vous vous absteniez désormais de prendre aucune part dans les conflits actuels entre les deux états, ce qui serait contraire à un acte du parlement dont je vous remets copie afin que vous n'en ignoriez.

J'ai l'honneur etc.

Signé, J. B. BERVIO, commodore.

M. Brown, ajoute le *Constitucional*, a répondu qu'il en référerait au gouvernement qu'il servait.

— Des correspondances interceptées à l'ennemi et publiées dans les feuilles de ce jour prouvent et l'état embarrassé où se trouve l'ennemi et ses dispositions sanguinaires envers la population.

— La dépêche de M. le Président Rivera et ses indications quant à ses opérations ultérieures sont on ne peut plus rassurantes.

— Un sous-officier déserteur vient d'être fusillé, il a, assure-t-on, avant l'exécution fait d'importantes révélations.

— L'ennemi battu dans toutes les escarmouches qui ont eu lieu et reconnaissant l'impossibilité de toute tentative contre la ville se retire en ce moment vers *las Puntas del Sauce*: à sept lieues de la capitale.

Un mouvement de l'armée nationale paraît d'ailleurs avoir précipité cette retraite des Rosistes.

A Monsieur le rédacteur du *Patriote*.

Monsieur le rédacteur.

J'ai lu dans votre numéro d'aujourd'hui et avec une profonde douleur que quarante-et-un de nos malheureux compatriotes avaient été

barbarement égorgés par les troupes de Rosas.

Je ne sais si nous avons un consul à Montevideo? mais, je pense que si la France avait ici un représentant, elle ne laisserait pas assassiner ses enfants sans en tirer vengeance, car, nous sommes ces mêmes Français qui, en 93 prirent la Bastille et en juillet 1830 renversèrent le despotisme après un sanglant combat qui dura trois jours. Ainsi puisque les citoyens français sont abandonnés par leur gouvernement ils ne doivent compter que sur eux-mêmes. Nous sommes, dans la république de l'Uruguay, douze mille Français, que chacun de nous prendent les armes et vengeance dans le sang des satellites de Rosas la mort de nos frères.

Je n'accuse pas la France de l'abandon ou de la coupable imprévoyance qui a coûté la vie à nos frères, car elle s'est toujours montrée trop prévoyante et trop protectrice envers les étrangers pour se montrer mauvaise mère à l'égard de ses enfants; mais si nous devons nous en rapporter à l'histoire pour savoir d'où vient le mal, nous ne devons point nous en remettre à elle du soin de nous défendre.

Nous tous qui portons la cocarde tricolore, couleurs qui nous ont menés tant de fois à la victoire, réunissons-nous, formons un bataillon pour nous protéger mutuellement et pour apaiser les mânes de nos frères car leur sang crie VENGEANCE!!!

J'ai l'honneur, etc.

F. P. G.

A. M., le rédacteur du *Patriote*

Vous avez eu l'obligeance de répondre à quelques-unes des questions que nous vous avons adressées, nous vous en remercions sincèrement, quoique toutes n'aient pas été résolues; car nous avons cru comment rendre pourquoi vous n'avez différé l'explication. Confiant en votre patriotisme, nous venons vous en soumettre encore quelques-unes, nous en rapportant à votre sagesse pour juger l'opportunité de la réponse.

Quels sont les devoirs d'un consul?

La protection qu'il doit à ses co-nationaux doit elle être morale ou matérielle, ou morale et matérielle?

Qu'entend-on, en style de conulat, par co-nationaux?

A que la classe appartenaient les Français qui ont été massacrés?

Agréer; etc.,

Un Ouvrier.

COURS D'ECONOMIE POLITIQUE.

Fait au collège de France par M. Chevalier.

Dans sa précédente leçon, M. Chevalier s'est occupé du système monétaire de la France sous le point de vue des institutions de crédit; il a montré comment ce système absorbe le capital énorme de 3 milliards et 112; il a établi par des faits, notamment d'après ce qui se passe en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique, que le service rendu par ces 3 milliards et 112 pourrait s'accomplir tout aussi bien avec une somme beaucoup moindre, avec 1 milliard 150 millions, par exemple; et de ces données, il a conclu qu'il est possible d'économiser sur le service des monnaies le produit annuel que rendraient 2 milliards s'ils étaient voués à d'autres emplois.

Aujourd'hui le professeur va considérer notre système monétaire sous un autre point de vue, et faire voir que son organisation actuelle après avoir privé la France du revenu d'un capital de 2 milliards, expose ce capital lui-même à une perte probable, perte causée par une dépréciation du numéraire analogue à ce qui eut lieu lors de la découverte de l'Amérique.

Au temps de Colomb, dit M. Chevalier, l'Europe était pauvre de tout, notamment de métaux précieux; l'Europe entière avait à peine, en monnaie d'or et d'argent, la somme de 1 milliard; par suite, la valeur de cette monnaie était des plus élevée; le prix des objets, calculé en numéraire, éprouvait une baisse extrême. Mais lors que les Espagnols eurent découvert en Amérique des gîtes d'or et d'argent considérables, ces métaux virent tomber leur valeur à tel point que, en 1830, la même somme de numéraire n'acheta plus que le tiers de blé qu'elle pouvait payer avant l'année 1570.

La première cause de ce changement fut, à n'en pas douter, la richesse des mines du Nouveau Monde, qui rendirent des sommes immenses. Les mines du

Perou, notamment celles de Potosi, dans les Cordillères, ont fourni, depuis 1545, époque de leurs mises en exploitation, jusqu'à nos jours, plus de 5 milliards. Les mines d'argent du Mexique, bien qu'exploitées plus tard, ont donné une valeur plus forte encore: c'est la qu'un seul filon (le filon de *Meta-Madre*, attaqué sur deux points distincts, a pu produire, en argent, la somme de 28 millions par an. C'est encore au Mexique qu'il s'est trouvé un propriétaire de mines assez opulent pour faire don au roi d'Espagne de deux vaisseaux de ligne, et lui prêter en outre plusieurs millions, qui devaient, selon l'usage, ne lui être jamais rendus. Enfin, d'après les renseignements officiels, le produit total des mines d'Amérique jusqu'en 1842 s'éleva à la valeur de 37 milliards, à savoir: 2 milliards pour les mines d'argent de 8 milliards pour les mines d'or, et presque tout ce métal est venu en Europe.

La deuxième cause de la baisse de valeur que les métaux précieux ressentirent de l'année 1570 à l'année 1630 fut la découverte du procédé d'amalgamation, au moyen duquel les Espagnols purent extraire ces métaux de leurs mines sans employer de combustibles. C'est en effet l'extrême difficulté de transporter le combustible aux lieux d'exploitation des mines d'or et d'argent de l'Amérique qui avait, jusqu'en 1570 presque paralysé ces sources de richesses.

Or, les mêmes causes qui, en 1570, réduisirent à l'excès la valeur des métaux précieux vont se reproduire: d'une part, l'or et l'argent retirés des mines de l'Amérique jusqu'à ce jour sont bien peu de chose relativement au nombre, à la richesse, à l'étendue des filons métallifères que possède ce continent; d'autre part, le procédé de l'amalgamation encore en usage est à la veille d'être remplacé par un autre mode infiniment supérieur, et tel qu'on peut l'attendre des progrès actuels de la chimie.

Le professeur insiste sur ces deux faits, qui, selon lui, mènent droit à sa proposition. Une valeur de 8 milliards est énorme sans doute; eh bien, dit M. Chevalier, cette valeur, réduite en un seul bloc d'or, remplirait à peine la moitié de cet espace. Quant aux 29 milliards en argent, ils peseraient seulement 140 millions de kilogrammes; et ainsi tout l'argent extrait des mines de l'Amérique, s'il était fondu en une sphère massive, n'atteindrait qu'aux trois quarts de la colonne Vendôme. Quest-ce qu'un tel volume à côté de l'immense étendue des mines du Nouveau-Monde? Les gîtes d'or sont, il est vrai, assez pauvres pour expliquer comment nous possédons une si faible quantité de ce métal; mais quant aux mines d'argent, leur richesse est immense, et l'on voit au Mexique des filons larges de 30 à 50 pieds s'étendant sur une longueur de plusieurs centaines de lieues.

M. Chevalier invoque à ce sujet l'autorité de M. Humboldt. Dans son *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, ce savant rapporte que la seule mine de *Valencienna* a fourni quelquefois dans une année autant d'argent que toutes celles du royaume du Pérou, et qu'à considérer l'étendue des Cordillères et le grand nombre des gîtes non exploités, on serait tenté de croire que les Européens ont à peine commencé à jouir des mines de l'Amérique. M. de Humboldt va même jusqu'à dire que c'est en Amérique une opinion généralement accréditée que la Nouvelle-Espagne produit au plus le tiers de ce qu'elle pourrait fournir dans de meilleures circonstances, et qu'il est superflu de discuter sur ce fait.

Passant au second point qu'il s'est proposé d'établir, le professeur raconte les effets prodigieux du galvanisme, dans ses applications récentes à l'industrie des métaux; il rappelle entre autre que l'on a offerte à la ville de Paris d'exécuter par ce moyen l'énorme éléphant de la place de la Bastille; puis il ajoute: "Eh bien, supposez que cette belle découverte du galvanisme se présente en face des mines d'Amérique (et en effet, il est inévitable que les meilleurs modes d'exploitation se feront tôt ou tard accepter), quelle va être alors la puissance du galvanisme sus des gîtes métallifères d'une richesse inépuisable, et qui, jusqu'à ce jour, ont rendu bien peu en volume absolu, bien peu surtout comparativement à leur étendue?"

Et M. Chevalier arrive ainsi à conclure que, par l'emploi du galvanisme à l'exploitation des mines du Mexique et du Pérou, on verra reparaître cette forte dépréciation de l'or et de l'argent qui eut lieu en l'année 1570, lors de la découverte du procédé d'amalgamation, cette forte dépréciation, qui fait qu'un pays, qui a placé dans les métaux précieux une borne partie deson avoir, est exposé à de grandes pertes.

Nous nous permettrons toutefois de voir dans la conclusion de M. Chevalier un peu de hardiesse. Pour être admis à dire que l'exploitation bien entendue des mines du Mexique et du Pérou causerait pour l'or et l'argent une dépréciation comparable à

celle qui eut lieu en Europe de 1570 à 1630, il faudrait posséder deux éléments que le professeur néglige; il faudrait connaître, d'une part, le poids comparé des métaux précieux existant en 1570 et en 1630; d'autre part, la demande des métaux précieux faite par l'Europe aux mêmes époques; et ces deux données une fois établies, on serait tenu de prouver: 1^o, que nos métaux précieux, évalués aujourd'hui à la somme immense de 37 milliards, vont, par l'effet des nouveaux procédés d'exploitation, se multiplier eux-mêmes comme s'est multiplié le seul milliard auquel on estimait tout l'or et l'argent de l'Europe en l'année 1570; 2^o que la demande de ces métaux s'accroîtra dans la proportion même qu'elle a suivie de 1570 à 1630.

Or, empirons-nous de le dire, ces faits que pré-suppose l'opinion de M. Chevalier, et qu'il serait tenu des lors de prouver, nous semblent être de pures hypothèses. Certes, nous n'oserons point, avec un économiste célèbre, M. Rossi, citer l'exploitation des mines de l'Amérique du Sud comme une des plus graves imprudences que les associations industrielles aient à se reprocher de nos jours; certes, nous ne dirons point que les mines du Mexique, du Pérou, de la Colombie, du Chili sont stériles ou dégradées, et que les récits de quelques voyageurs, le souvenir de fortunes colossales, dues jadis à l'exploitation de certaines mines, une confiance exagérée dans la puissance de nouveaux moyens mécaniques et chimiques, enfin de faux calculs; de funestes illusions ont seuls pu aveugler des actionnaires au point de les porter à engouffrer dans les mines du Nouveau-Monde des sommes très considérables. Certes, tout en reconnaissant les obstacles qu'apportent encore à l'exploitation fructueuse des mines d'Amérique, et les effets déplorables de la guerre civile dans des pays à demi barbares, et le fort mauvais état où un abandon prolongé a mis de grands ouvrages souterrains, et les changements qu'une forte concurrence produirait dans les conditions, dans les bénéfices des entreprises, nous faisons aussi aux arguments de M. Chevalier leur juste part. Nous croyons comme lui que les capitaux de l'Europe et de nouveaux procédés appliqués aux mines de l'Amérique promettent aux futures exploitations de ces mines les plus grands profits, et à nous autres Européens des résultats attestant notre imprudence actuelle à garder une si forte somme de métaux précieux; mais nous voudrions que M. Chevalier, qui a tant vu et si bien observé, fût moins hardi et surtout moins rigoureux dans ses affirmations.

UN NOUVEAU MONDE.

Sous ce titre, la *France méridionale* apprécie d'une manière brillante les conséquences probables du traité que l'Angleterre vient de conclure avec la Chine.

S'il est vrai que cet empire ouvre ses ports aux flottes de l'Europe, il faut commencer par reconnaître que depuis 1892, aucun événement d'aussi haute importance n'a surgi dans les fastes de l'humanité.

Ce vieux monde, cet empire mystérieux acculé aux antipodes de l'Europe, et qui nourrit à lui seul le tiers de l'espèce humaine, ouvert tout d'un coup à notre curiosité, à notre activité industrielle et commerciale, c'est mieux que la découverte de Colomb. La Chine, vingt fois plus peuplée, cent fois plus riche en arts et en civilisation que l'Amérique, va-t-elle susciter de nouveau parmi les nations européennes cette soif ardente d'aventures et de conquêtes qui signala la première moitié du xvii^e siècle?

Qui sait le monceau d'or enfouis dans ces contrées vers lesquelles les richesses de la terre ont du couler sans interruption depuis six mille ans, puisque l'empire chinois, le plus anciennement civilisé de tous les empires, n'a jamais demandé aux autres Etats les produits de leur sol, et leur a toujours vendu au contraire les siens. Aux temps de la puissance romaine, quand la robe de soie d'une impératrice coûtait le revenu d'une province, n'était-ce pas la Chine qui se trouvait seule alors en possession de la précieuse matière que file la chenille du murier? Quand les Mongols, ces descendants des Huns, eurent emporté toutes les richesses de l'Inde et de l'Asie-mineure sur leurs chevaux rapides, n'est-ce pas en Chine que fixèrent les hordes conquérantes sous Djingis et ses fils d'abord, plus tard sous les princes de la dynastie actuelle?

L'histoire dit que lorsque Charlemagne eut forcé le champ des Avares, tribu de Huns, retranchée dans le delta de l'un des affluents du Danube, la masse des trésors saisis dans la ville sainte des barbares fut si considérable, que la valeur de l'or diminua sur le champ de moitié en Europe. Les Avares pourtant n'étaient que les héritiers des Huns, lesquels n'étaient venus que des derniers en Europe, et bien

